

changement. Je veux plutôt parler d'augmentation de la flexibilité en politique internationale par l'addition d'un état de plus au petit nombre qui, à cause de sa situation—et je n'entends pas ce mot uniquement dans son sens géographique—à cause de sa politique consciente et articulée, et en raison de son comportement aux Nations unies et ailleurs, peut créer des liens dont le besoin se fait terriblement sentir sur une planète fragmentée de multiples façons et pleine de profonde méfiance.

• 1650

Le fait que le Canada n'est pas une puissance coloniale ne le rend pas en soi acceptable. Il peut même ne pas l'être en tant qu'état non engagé. Je ne veux pas donner à entendre que la Suède est maintenant devenue le chou-chou du tiers monde car, voyez-vous, si vous me poussez à cet extrême, le changement qui s'ensuivrait n'est pas tellement fondamental. Mais là n'est pas la question critique. Elle consiste à savoir quelle est la raison d'être du maintien de la politique actuelle. Je ne la trouve pas convaincante. Elle revient plutôt à «Nous avons déjà fait cela; continuons donc de le faire.»

Je tiens à ce qu'il soit bien compris que je ne désire pas exagérer les conséquences d'un changement de crédibilité, d'acceptabilité ou d'influence du Canada dans le monde. C'est plutôt que je vois une impasse dans la politique passée et présente. Et pour ce qui est des deux objectifs dont j'ai parlé au début de mes remarques, durant les dix prochaines années, une identité et une image distinctives d'une société bien établie, bilingue et multiculturelle... somme toute, plusieurs de ces nouveaux états font face aux mêmes problèmes linguistiques et culturels mais sous une forme bien plus aiguë que les nôtres... ces deux objectifs, dis-je, seraient mieux réalisés par cette nouvelle orientation de la politique que par le maintien de ce genre de politique stéréotypée qui, me semble-t-il, n'a pas produit d'admirables résultats en fait d'intérêt national canadien, mais faisait simplement partie de la tradition historique, et cela ne satisfait plus.

M. Cafik: Ce n'est pas mon avis. Cet argument n'est pas très convaincant, monsieur le président.

Le vice-président: Monsieur Stewart?

M. Stewart (Cochrane): Professeur, bien des gens ont pris l'habitude de parler tout d'une haleine de l'OTAN et de NORAD, et j'étais heureux de vous entendre dire ce matin qu'il fallait les envisager de deux façons différentes.

Laissons l'OTAN de côté pour le moment et parlons de NORAD. M. Macquarrie a traité d'à peu près tout ce dont je voulais parler. Vous semblez croire que le Canada devrait se dégager de l'accord bilatéral de NORAD parce que les États-Unis se chargeraient quand même de notre défense.

Si nous nous trouvons dans une situation telle qu'un autre pays se charge de nous défendre, ce seul fait ne fait-il pas de nous un pays aligné?

Le professeur Brecher: Je ne le crois pas. L'argument que je voudrais avancer ici, c'est qu'il semble y avoir une singulière contradiction dans le plaidoyer fait en faveur à la fois d'une non-prolifération mondiale de la technologie nucléaire et d'une expansion de cette même technologie dans certaines parties du monde qui convenaient à X ou Y. Autrement dit, au bout de près d'une dizaine d'années, nous avons enfin atteint le point où un accord sur la non-prolifération nucléaire est près d'entrer en vigueur, avec toutes sortes de réserves, et certains États-clés pas très heureux, voire même non participants.

Je prends toutefois pour acquis que les États-Unis, du fait de l'initiative qu'ils ont prise à l'égard d'un tel accord, ont publiquement souscrit à l'idée que le monde est plus en sécurité dans la mesure où l'expansion des armes nucléaires se trouve réduite. Mais, à ce moment même, nous avons des arguments en faveur de l'extension de la technologie nucléaire à des pays comme le Canada. Je soutiens ici que le concept de dénucléarisation ou d'établissement de zones dénucléarisées doit marcher de pair avec le principe fondamental de non-prolifération nucléaire en tant que condition de stabilité et de tranquillité. Nous avons parlé de cela en Europe et ailleurs, mais jusqu'ici nous n'avons vraiment jamais fait un pas dans la bonne direction.

• 1655

Je soutiens donc qu'un retrait de NORAD au moment où c'est possible est un pas dans le sens de la dénucléarisation et de l'application maximale des idées découlant d'une non-prolifération nucléaire plutôt que d'une prolifération.

M. Stewart (Cochrane): Il est évident que les États-Unis ne pourraient jamais accepter cette façon de voir et, pour ma part, elle n'a pas mon agrément non plus car je considère, à l'instar des Américains, que NORAD se confond avec la défense du pays. Je ne sau-